

*La participation populaire à la Révolution française**

par George RUDÉ**

La participation populaire à la Révolution française prit trois formes. Il y eut le mouvement paysan porté contre les droits féodaux, qui a pris sa plus grande ampleur pendant l'été 1789, mais qui s'est prolongé ensuite jusqu'en 1793. Tout aussi remarquable fut le mouvement politique du menu peuple des villes, celui des soi-disant *sans-culottes*, qui, à Paris surtout, atteignit son apogée au cours de l'année 1793. Enfin, il faut signaler, si ce n'est qu'en passant, les mouvements des paysans de l'Ouest et du menu peuple de certaines villes — telles que Lyon, Bordeaux, Caen, Toulon, Marseille — qui, à l'encontre de celui que je viens de citer, se sont engagés dans une voie anti-jacobine et contre-révolutionnaire. Mais la contre-révolution, bien qu'elle mérite l'attention de l'historien, ne m'occupera pas aujourd'hui. D'ailleurs, je ne dirai pas grand' chose non plus au sujet de la révolution paysanne; ce sont plutôt les sans-culottes — les sans-culottes parisiens surtout — dont je tiens à vous parler aujourd'hui.

Mais avant d'aborder cette question principale, il faut en poser une autre: quelle a été la nature essentielle de la Révolution française? Révolution bourgeoise ou révolution populaire, ou les deux à la fois? Il me semble que, sans contredit, elle a été une révolution bourgeoise — comme celles, d'ailleurs, qui se sont produites en Angleterre au dix-septième siècle, aux États-Unis au dix-huitième, et en Belgique, en Italie et au Japon au dix-neuvième. Bourgeoise, d'une part, à cause de la contribution qu'a faite la bourgeoisie à ses origines: notons son développement des moyens de production, la richesse des grands ports qu'elle a créés à Bordeaux, à Nantes et à Marseille, et les innovations techniques dont elle a doté l'industrie. Notons aussi le défi lancé par des écrivains et des *philosophes* bourgeois contre l'idéologie de l'Ancien Régime (à cet égard, citons notamment Diderot et Jean-Jacques Rousseau). Bourgeoise aussi parce que, une fois la Révolution commencée, ce sont les bourgeois qui ont pris les devants: à partir de mai 1789, en effet, ce sont eux qui ont dominé toutes les Assemblées nationales même au cours de la dictature jacobine de l'an II. En plus, c'est la bourgeoisie qui a initié et inspiré presque toutes les grandes lois qui sont sorties (et qui ont survécu) des années révolutionnaires; c'est elle qui en a profité plus que n'importe quelle autre classe, et c'est une société bourgeoise qui, par suite de la Révolution, a succédé à celle de l'Ancien Régime.

Mais la Révolution française, tout en étant bourgeoise, n'en a pas moins été une grande révolution populaire, où les paysans et les sans-

* Conférence donnée à l'Université d'Ottawa en 1974.

** Concordia University, Montréal, et Sussex, England.

culottes ont joué un rôle des plus importants. C'est la révolution des paysans dans les campagnes qui a détruit la féodalité en 1789 et en 1793 ; et c'est l'activité continue des sans-culottes — ceux de la capitale surtout — qui a marqué la Révolution d'un bout à l'autre d'une empreinte populaire et a laissé une tradition révolutionnaire toute différente de celle de la bourgeoisie. C'est, en effet, cette intervention des masses populaires qui, plus que n'importe quelle autre particularité, distingue la Révolution française de toutes les autres révolutions bourgeoises qui l'ont suivie ou précédée. En Angleterre, il n'y a pas eu de révolution paysanne, ni aux États-Unis non plus ; et on n'a vu de mouvement sans-culotte ni en Belgique, ni en Allemagne ni (à l'exception du Piémont) en Italie ; et la révolution au Japon (la soi-disant « restauration de Meiji ») s'est faite de haut en bas. Donc, malgré tout ce qu'on a écrit au sujet d'une révolution « atlantique », qui aurait englobé la Révolution française avec plusieurs autres, elle garde sa particularité d'avoir été une révolution bourgeoise et profondément démocratique et populaire en même temps.

Venons donc au vrai sujet de cette conférence : aux sans-culottes. Qui étaient-ils ? Au fond, c'était le petit peuple, ou le menu peuple des villes, qui se distinguait des citoyens des classes supérieures (même de la petite bourgeoisie) par leur costume, leur logis, leur langage et leur façon de vivre. Plus précisément, ils ne formaient pas une classe dans le sens qu'on a donné à ce mot aujourd'hui, mais plutôt un amalgame de groupes sociaux : c'étaient les petits boutiquiers, les maîtres d'atelier et leurs compagnons, les artisans indépendants, les journaliers, les forts de la halle, les ouvriers des ports, les domestiques et ceux qu'on qualifiait de « gagne-deniers » : en somme tout le petit peuple ouvrier, artisanal et boutiquier. Remarquons cependant, qu'au cours de la Révolution le titre de sans-culotte (qu'on donna d'abord à tous ceux qui portaient la veste et le pantalon populaires) prit un sens autant politique que social et devint le titre dont se vantaient tous ceux qui militaient, dans les sections parisiennes et qui exprimaient les opinions les plus avancées. On peut même dire que dans les années 1793 et 1794, quand le mouvement populaire était — *politiquement* parlant — à son comble, le sans-culotte typique était un artisan ou un petit boutiquier plutôt qu'un ouvrier salarié et que ce titre ne s'appliquait plus que rarement à la masse des pauvres ou à ceux qu'on devait appeler les « classes dangereuses » au dix-neuvième siècle.

Quels étaient les buts sociaux et politiques des sans-culottes ? À la veille de la Révolution, dans une société en voie de transition du féodalisme au capitalisme, ils étaient sensibles surtout à leur situation de petits consommateurs ; et quand le pain manquait ou que les prix des vivres étaient en hausse ils s'ameutaient contre les marchands et les boulangers ou contre les autorités publiques qui leur refusaient (ou qui semblaient leur refuser) le pain au prix « juste ». Et cette revendication, qui, plus que n'importe quelle autre, liait les sans-culottes d'un intérêt commun, se vit à plusieurs reprises au cours des années révolutionnaires. Mais si, pendant l'Ancien Régime, les sans-culottes furent peu touchés par les idées politiques, ils ne tardèrent pas à adopter, dès l'été 1789, celles du Tiers État et, à ce moment-là, ils réclamèrent entre autres les droits de

l'homme et du citoyen, le droit de vote et le droit d'entrée à la Garde nationale. Et, au cours de l'époque révolutionnaire, comme Albert Soboul l'a démontré dans un ouvrage magistral, ils apprirent à formuler toute une série de revendications tant politiques que sociales qui leur étaient propres, dont le droit à « l'égalité des jouissances », la restriction (mais non la division) des propriétés, et la démocratie directe des citoyens réunis dans leurs assemblées primaires¹.

Le rôle joué par les sans-culottes au cours de la Révolution prit trois formes. D'une part, ce sont eux qui ont formé les grands bataillons des participants aux grandes journées populaires, quand le petit peuple — à Paris surtout — descendit dans la rue et, par leur nombre et par leur action, poussèrent la Révolution en avant. C'est ainsi que le 14 juillet 1789, ayant reçu la nouvelle de la démission de Necker à Versailles, les artisans et les petits boutiquiers parisiens se portèrent aux barrières entourant la ville et aux Invalides et finirent par prendre l'assaut la vieille forteresse de la Bastille. Trois mois plus tard, quand le prix du pain remontait et que la Cour essayait de nouveau de freiner la marche en avant de la Révolution, ce même petit peuple — mais dominé cette fois par les femmes de la halle — marcha à Versailles, désarma les gardes du corps du Roi, et ramena la famille royale — « le boulanger, la boulangère et le petit mitron » — à Paris. En juillet 1791, après la fuite du Roi à Varennes, ce fut la grande manifestation populaire et le massacre du Champ de Mars. En août 1792, après les premières défaites et trahisons subies au cours de la guerre contre l'Autriche et la Prusse, ce furent les bataillons sans-culottes des quartiers et des faubourgs populaires qui firent l'assaut des Tuileries et renversèrent la monarchie. Dix mois plus tard — en mai-juin 1793 — ce fut la troisième grande insurrection populaire à Paris, quand les sans-culottes se portèrent sous les armes à la Convention nationale, firent chasser et arrêter une trentaine de députés girondins, et par cette action assurèrent la majorité parlementaire aux députés « montagnards ». En plus, il y a eu d'autres journées populaires où les sans-culottes, en s'ameutant, firent avancer leurs intérêts propres plutôt que ceux de la bourgeoisie ou de la nation toute entière : citons les grandes émeutes pour le pain, et pour le café et le sucre, des années 1792 et 1793 ; et, encore, l'insurrection populaire de septembre 1793 qui a frayé la voie au grand décret du Maximum Général. Ajoutons aussi, bien qu'elles soient survenues beaucoup plus tard que les autres, les grandes journées de germinal et de prairial de l'an III (mars-mai 1795), protestations massives contre la Convention thermidorienne, qui ont entraîné la défaite et la fin du mouvement sans-culotte des années révolutionnaires².

Comme je viens de le dire, dans toutes ces manifestations ce sont les sans-culottes qui ont servi, pour ainsi dire, de troupes d'assaut et qui ont formé les gros bataillons. Mais il faut noter aussi — ce qui n'est guère étonnant — que le rôle précis qu'ils ont joué a varié selon la nature de la manifestation elle-même. Notons, par exemple (et je viens de l'indiquer

¹ Albert SOBOUL, *Les sans-culottes parisiens de l'an II*, Paris, 1958.

² Voir mon étude, *The Crowd in the French Revolution*, Oxford, 1959.

d'ailleurs), que là où ils s'ameutaient ou manifestaient pour le pain ou le sucre et pour assurer une taxation des prix, ils n'ont trouvé que très peu d'alliés parmi les groupes ou les partis bourgeois, même parmi les Montagnards les plus avancés; et il est évident qu'à ces occasions-là ce sont eux qui ont pris l'initiative et ils ont donc cessé de jouer, comme ailleurs, le rôle d'un partenaire secondaire dépendant des autres. Lors des journées plus nettement « politiques », cependant, comme celles de juillet 1789 jusqu'à mai-juin 1793, où il s'agissait de prendre la Bastille, de renverser le Trône ou d'expulser les Girondins de l'Assemblée nationale, les sans-culottes, tout en participant en grand nombre à ces événements, y ont joué un rôle subordonné à la direction d'une bourgeoisie feuillantine, girondine ou montagnarde. Enfin, il y a eu la situation toute particulière qui s'est présentée lors des journées de germinal-prairial de l'an III. À ce moment-là, ce sont les gardes nationaux des sections du centre, de l'est et du sud de la capitale, où prédominaient les sans-culottes, qui ont pris l'initiative tandis que la bourgeoisie montagnarde, réduite à une poignée de représentants au sein de l'Assemblée, ne s'est remuée que lorsque les bataillons populaires, dirigés et menés par des chefs sans-culottes, ont envahi la salle de séances de la Convention et imposé leurs demandes aux députés assemblés.

Si cette participation massive aux journées populaires a été le rôle le plus dramatique, et même le plus important, joué par les sans-culottes au cours de la Révolution française, ils en ont joué d'autres aussi. En second lieu, ce sont les sans-culottes qui, dès l'été 1792 surtout, ont constitué le gros des bataillons (et souvent même des officiers) de la Garde nationale, comme ce sont eux qui, à l'appel de Danton, se sont rués vers les frontières pour défendre la patrie menacée par les armées d'Autriche et de Prusse; et ce sont eux enfin qui se sont enrôlés par milliers dans les Armées révolutionnaires, créées en septembre 1793 pour assurer le ravitaillement des villes. C'est au cours de ces mêmes mois de l'été, et de l'automne 1793 que les sans-culottes ont commencé à dominer les assemblées et les comités sectionnaires; et, dès lors, comme ils siégeaient non seulement au niveau sectionnaire mais, en conseillers généraux de la Commune de Paris, ils tenaient la direction politique de la capitale elle-même. C'est pendant ces mois qu'on peut parler d'un véritable *mouvement politique* des sans-culottes qui, tout en reconnaissant l'ascendant de ses alliés jacobins, se vantait de son indépendance et d'un programme d'action qui lui était propre. Cette apogée du mouvement sans-culotte n'a pas duré longtemps, il est vrai. Dès l'hiver 1793-94 il se trouvait déjà aux prises avec les intérêts du Gouvernement révolutionnaire qu'avait constitué la majorité jacobine pour défendre et établir la Révolution tant à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. Les nouvelles tâches qui s'imposaient s'accordaient mal avec la démocratie directe réclamée par les sans-culottes; et, après l'élimination des factions hébertistes et dantonistes, la Commune fut purgée de ses éléments les plus radicaux. En plus, il fut défendu à une grande partie des sociétés populaires de se réunir, et les assemblées sectionnaires furent soumises à un contrôle plus direct de la part de la Convention et des Comités du Gouvernement. « La Révolution est glacée, » commenta Saint-Just, remarquant que le mouvement populaire avait

perdu son élan. Mais ce n'était que le premier pas vers une dissolution de tout l'appareil politique des sans-culottes. Ce fut l'œuvre non du grand Comité sous direction robespierriste, mais de la « réaction thermidorienne » après la chute de Robespierre et la clôture de la Société des Jacobins ; et la défaite de prairial de l'an III marqua, comme je l'ai dit, la fin du mouvement sans-culotte et de toute participation populaire.

Il importe d'ajouter quelques observations sur l'organisation et les idées des sans-culottes et les résultats qui suivirent leur participation aux événements révolutionnaires. Au début de la Révolution, d'organisation nettement populaire il n'y en avait aucune. Exclues des sections et de la Garde nationale, le petit peuple n'avait pour se réunir et pour discuter des affaires courantes que l'atelier, le marché, la place publique ou, lors des grandes journées, les rues de la capitale. Mais après la crise de Varennes en juin 1791, les clubs, surtout ceux créés par le Club des Cordeliers, ouvrirent leurs portes aux citoyens pauvres³ ; bientôt après, des sociétés créées par le petit peuple lui-même commençaient à se former et, l'année suivante, les sans-culottes gagnèrent le vote et furent admis aux sections et à la Garde nationale. Mais ce n'est qu'au cours de l'année 1793 que sont formées les organisations qui leur étaient particulières — c'est-à-dire celles où, dès leur formation, ils ont joué le premier rôle. Citons à ce propos les comités révolutionnaires sortis de la crise de mars-avril 1793 ; les Armées révolutionnaires, dont celle de Paris était beaucoup plus importante que les autres⁴ ; et les comités aux accaparements formés dans les sections pour imposer la loi du Maximum en automne 1793.

Ce n'est qu'au fur et à mesure de ces événements que les sans-culottes ont trouvé des chefs sortis de leurs propres rangs pour exprimer leurs idées et présenter leurs revendications tant sociales que politiques à la représentation nationale. Au début de la Révolution — et pour longtemps encore — ils dépendaient des grands chefs et des orateurs de la bourgeoisie démocrate, d'hommes tels que Camille Desmoulins, François Robert du Club des Cordeliers, Marat — l'Ami du Peuple — et Robespierre surtout. Mais les grands chefs révolutionnaires (même Marat, l'idole du petit peuple parisien), tout en adoptant la cause du peuple, s'en trouvaient toujours un peu écartés. Plus proches du petit peuple et plus souvent acceptés comme son porte-parole étaient Hébert, rédacteur de la revue populaire *Le Père Duchesne*, et le petit groupe de démocrates radicaux qui portait le nom d'Enragés ; et parmi ceux-ci notamment Jacques Roux, le Prêtre Rouge, qui se promenait librement dans les marchés et les rues et entrait dans les boutiques et les logis des quartiers pauvres de sa section des Gravilliers. Et parfois, même au début, on trouve des meneurs sortis des rangs mêmes de la sans-culotterie : par exemple, lors des premières émeutes et insurrections de 1789 et au Champ de Mars en juillet 1791 ; mais à ce moment c'étaient des meneurs d'occasion dont on

³ Voir surtout Albert MATHIEZ, *Le Club des Cordeliers pendant la crise de Varennes et le massacre du Champ de Mars*, Paris, 1910.

⁴ Pour leur rôle et pour la Terreur en province, voir R.C. COBB, *Les armées révolutionnaires : instrument de la Terreur dans les départements avril 1793-floréal an II*, 2 vol., Paris, 1961-2963.

n'entend le plus souvent plus prononcer le nom. Pourtant, il y a eu déjà une certaine continuité et on trouve parmi les gens arrêtés au Champ de Mars les noms de quelques-uns des « Vainqueurs » qui, deux ans plus tôt, avaient participé au siège de la Bastille. Mais ce n'est qu'en 1793, quand un mouvement sans-culotte s'est formé au sein des sections et du conseil de la Commune, qu'on trouve de véritables chefs populaires; à ce moment-là, on les voit présider les comités des sections et des sociétés populaires, présenter les pétitions de leurs constituants à la Convention et commander un bataillon de la Garde nationale ou une brigade de l'Armée révolutionnaire. Ces chefs populaires, on les a vus surtout lors des grandes manifestations de germinal-prairial; mais, après la répression qui s'ensuivit, on n'en vit plus signe⁵.

Comme tout autre mouvement populaire, le mouvement sans-culotte a eu une idéologie qui lui était propre; et cette idéologie, comme dans tous les cas semblables, était composée de deux éléments dont l'un se distingue assez nettement de l'autre. D'une part, il y a l'élément inné ou inhérent au groupe social lui-même; d'autre part, il y a l'élément dérivé ou celui qui provient d'autres groupes ou classes. Par idées « innées » je veux dire celles qui ne s'apprennent pas par la lecture des œuvres des idéologues ou des philosophes mais par l'expérience ou par la situation sociale où se trouve le groupe: comme l'idée de la communauté chez le paysan ou l'artisan, celle du « juste salaire » chez l'ouvrier et du « juste prix » chez le petit consommateur: l'ouvrier, évidemment, n'a pas besoin de lire Rousseau pour savoir qu'il est exploité par son patron, ni l'artisan ou le petit boutiquier pour savoir si le pain lui manque.

À côté de ces idées innées sont celles qui sont transmises au paysan, à l'ouvrier, à l'artisan ou au petit consommateur par les autres: par les philosophes, les membres des Parlements ou la bourgeoisie révolutionnaire. Telles sont les notions des droits de l'homme, de l'égalité, de la souveraineté populaire, transmises au peuple par les parlementaires de 1787 et 1788 et par la bourgeoisie en 1789, mais dont la source primitive a été Rousseau plutôt que Montesquieu ou Voltaire (bien que ceux-ci y aient joué un certain rôle aussi.) Et par quels moyens de communication ces idées leur ont-elles été transmises? Il y avait, bien entendu, parmi les sans-culottes, ceux qui savaient lire — les maîtres d'atelier et les artisans ayant boutique, par exemple; mais même en pareil cas il est fort improbable qu'ils aient lu *Le contrat social*. (Peu de bourgeois, d'ailleurs, l'avaient lu avant 1789⁶.) Il y a eu, pourtant, la transmission *indirecte* — mais toujours par écrit — des idées des philosophes par les « remontrances » adressées par les Parlementaires au cours de leurs disputes avec les ministres des années 1760 et 1770, et surtout à l'époque de la révolte nobiliaire de 1787 à 88; et, ensuite, on a vu la diffusion des innombrables brochures et journaux du Tiers-État qui a précédé la réunion des trois

⁵ Id., « Note sur la répression contre le personnel sans-culotte de 1795 à 1801 », *Ann. hist. de la Rev. franç.* 1954, p. 23.

⁶ Voir Joan McDONALD, *Rousseau and the French Revolution 1762-1791*, Londres, 1965.

Ordres à Versailles en mai 1789⁷. Pour les autres — pour les illettrés — il y a eu une transmission orale : par la lecture qui s'est faite en public des journaux et pamphlets révolutionnaires ; par les discours des orateurs du Palais Royal ou sur la Place de Grève ; par les discussions dans les marchés ou chez les limonadiers ou marchands de vin, et — centre capital de la diffusion des mots d'ordre et des idées révolutionnaires — au cours des relations quotidiennes entre maîtres et compagnons dans les ateliers des faubourgs parisiens⁸. Au cours des années qui suivirent il s'est trouvé d'autres moyens encore : à l'armée, où *Le Père Duchesne* de Hébert se lisait à haute voix en l'automne 1793 ; dans les débats interminables qui se sont poursuivis dans les assemblées sectionnaires et au sein des clubs et des sociétés populaires ; et par les divers moyens trouvés par les Jacobins et les Cordeliers pour « éclairer le peuple » dans « les bons principes » civiques et patriotes.

Mais notons que ces idées et ces principes ont, à force d'être transmis au petit peuple, subi une transformation. Comme l'a écrit Engels — et je cite de mémoire — « Les plébéiens ont donné un sens tout autre aux revendications de la bourgeoisie révolutionnaire. » Pour ceux-là, par exemple, le mot « liberté » ne comportait pas, comme pour ceux-ci, la notion d'un libre commerce des grains ; et il ne leur suffisait pas non plus d'une égalité purement civique ou légale : il fallait y ajouter une égalité des « jouissances » aussi. La souveraineté populaire devait bien apporter le droit de vote (comme il a été accordé aux sans-culottes dès l'été 1792) ; mais, comme je l'ai déjà fait remarquer, il fallait que la démocratie fût *directe*, c'est-à-dire qu'elle fût dirigée par le peuple même et non pas par ses représentants à l'Assemblée nationale. Enfin, pour le peuple — et on l'a vu déjà en 1789 — le « tiers état » comportait un sens tout différent de celui proclamé par l'abbé Sieyès et la majorité parlementaire.

Enfin, quels ont été les résultats de toutes ces activités de la part des sans-culottes ? En premier lieu, il est indiscutable que leur intervention a été capitale pour l'avancement de la Révolution de 1789 à 1795. Ce sont les sans-culottes qui ont assuré la chute de la Bastille et les victoires populaires de juillet et d'octobre 1789 comme ce sont les paysans qui, par leurs initiatives de la même année, ont remporté la première grande victoire sur la féodalité. On leur doit aussi la chute de la monarchie en août 1792 et l'expulsion des Girondins de la Convention nationale en mai-juin 1793 ; et ils ont assuré la défense nationale et les victoires de la République des années 1793 et 94 ; l'institution de la Terreur et la dictature jacobine de l'an II. La Révolution française a donc été marquée d'un bout à l'autre, à l'encontre des autres révolutions bourgeoises, par une empreinte sans-culotte et populaire. Ajoutons que par cette intervention le petit peuple des villes a pu réaliser certaines de ses propres revendications : c'est ainsi que les Jacobins accordèrent le vote par leur Constitution de juin 1793 ; que la Loi du Grand Maximum de septembre 1793 assura,

⁷ Daniel MORNET, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, 1947.

⁸ *The Crowd in the French Revolution*, pp. 215-18.

après une longue résistance de la part de l'Assemblée, la taxation des prix ; et il est possible (mais ce n'est pas du tout certain) que les Décrets de Ventôse (de mars 1794) eussent pu, s'ils avaient été appliqués, assurer des avantages encore plus solides. Mais — à l'exception de l'abolition du féodalisme dans les campagnes — les gains populaires ont été d'une courte durée : les Décrets de Ventôse, nous l'avons déjà vu, n'ont jamais eu de suite ; le Maximum a été annulé par les Thermidoriens en décembre 1794, et les citoyens « passifs » — les non-possédants — ont perdu le droit de vote par une seconde constitution censitaire, celle d'octobre 1795.

Donc la réalisation des buts sociaux et politiques des sans-culottes a été éphémère et la Révolution française est, après Thermidor, rentrée dans la voie d'une révolution bourgeoise pure et simple. Mais, tout minimes qu'ont été les gains matériels remportés par les sans-culottes à leur propre compte, la tradition d'une révolution populaire qu'ils ont établie et qu'ils ont léguée au petit peuple des siècles suivants a été d'une importance capitale. Citons la tradition des *journées* où le peuple descend dans les rues et fait la révolution à sa manière propre : la tradition dite des « barricades », bien qu'il n'y ait eu de barricades qu'à partir de juillet 1830. Citons aussi la tradition de la levée en masse et d'une participation massive du peuple aux événements révolutionnaires, phénomène qui ne s'est jamais produit avant les expériences de 1789 et de 1793. L'histoire, évidemment, ne se répète pas exactement d'une génération à l'autre ; mais même les révolutions de nos jours, se produisant sous des circonstances tellement différentes de celles du dix-huitième siècle — la russe, la chinoise, celle qui se déroule à l'instant en Indochine — doivent une certaine partie de leur succès aux traditions populaires créées par la Révolution de 1789. En somme, les sans-culottes des années 1789 à 1795, et ceux de Paris surtout, ont bien mérité de l'humanité aussi bien que de la France.